

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES : ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE

Passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles L2123-1 et R2123-1 à 7 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DRIHL-IF-PRLHI-ATMO-2025)

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement - direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, 5 rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.

(Arrêté du 2 octobre 2023 portant délégation de signature au Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement de la région d'Île-de-France en matière d'ordonnancement secondaire)

Objet du marché

Marché d'assistance technique à l'élaboration et à la passation d'un accord-cadre régional à bons de commande, conclu avec des entreprises de travaux pour la réalisation de travaux d'office (TO) dans le cadre de missions de l'Etat de résorption de l'habitat insalubre par substitution aux propriétaires défaillants.

Le présent marché comprendra la constitution d'un dossier de consultation des entreprises (DCE), un appui et conseil à la phase de consultation et à l'analyse des offres pour aboutir à la contractualisation d'un marché régional à bons de commande avec des entreprises de travaux.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1-1. Contexte et Objet du marché	3
1-2. Intervenants	4
1-3. Décomposition en tranches et en lots	4
1-4. Forme des notifications	5
1-5. Obligation de confidentialité, devoir d’alerte et protection des données	5
1-6. Changement affectant l’exécution du marché.....	6
1-7. Dispositions générales	6
1-8. Ordres de service	8
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	9
3-1. Rémunération	9
3-2. Règlement du marché	9
3-3. Variation dans les prix	11
ARTICLE 4. PÉNALITÉS RETENUES ET DELAIS D’EXECUTION.....	12
4-1. Pénalités.....	12
4-2. Délai d’exécution	13
ARTICLE 5. CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
5-1. Opération de vérification.....	14
5-2. Achèvement de la mission	14
5-3. Résiliation	15
ARTICLE 6. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Contexte et objet du marché

1-1-1 Contexte de la prestation :

Certaines situations d'habitat indigne peuvent conduire à la prise d'arrêtés d'insalubrité par le préfet, obligeant les copropriétaires à intervenir et prendre en charge la réparation des désordres. À défaut de réalisation de ces travaux, le préfet peut être amené à se substituer aux propriétaires défaillants et à réaliser des travaux d'office pour résorber l'insalubrité des logements. Ces travaux d'office sont menés sous la maîtrise d'ouvrage des services de l'état départementaux (UD DRIHL et DDT). Pour simplifier et accélérer la réalisation de ces travaux d'office, les services de l'Etat ont exprimé le besoin d'un nouveau marché régional, qui prendrait la forme d'un accord-cadre travaux à bons de commande, et leur permettrait de s'appuyer sur un réseau d'entreprises qualifiées et compétentes et des missions clairement définies.

La DRIHL souhaite être accompagnée pour l'élaboration des pièces marchés et la passation de cet accord-cadre régional, et notamment l'écriture du DCE. Cette assistance technique est l'objet du présent marché.

1-1-2 Objet du marché :

Ce marché a pour objet d'apporter une assistance technique à la DRIHL pour la passation d'un accord-cadre régional « travaux d'office », qui aboutira à la sélection d'entreprises de travaux compétentes pour réaliser des travaux d'office de résorption de l'habitat l'insalubre.

Le présent marché comprend les missions suivantes : cadrage du marché (allotissement géographique et technique, nombre d'attributaires, estimation prévisionnelle des prix...), établissement du dossier de consultation des entreprises (DCE), appui à l'analyse des offres et à la sélection des entreprises.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-1-3 Procédure du marché

Ce marché est passé selon la procédure adaptée (MAPA) prévue au L2123-1 du Code de la

Commande Publique. Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

Les offres variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises. Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, la forme du groupement sera solidaire.

Le présent marché est un marché global à prix global et forfaitaire.

1-2. Intervenants

1-2-1 Titulaire du marché :

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de « assistant technique », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

1-2-2 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur le Directeur de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL) de l'Île-de-France.

1-2-3 Conduite du marché

Elle sera assurée par le responsable du pôle régional de Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI) de la DRIHL Île-de-France (DRIHL-IF) : il pilotera ce marché et animera les réunions de suivi. Les validations s'effectueront en interne en présence de la direction de la DRIHL, des responsables du service DAOLH et du pôle LHI.

1-2-4 Les utilisateurs

Le pôle LHI sollicitera les utilisateurs, les Unités Départementales de la DRIHL (UD DRIHL) et les Directions Départementales Territoriales (DDT) pour participer à certaines réunions en présence de l'équipe titulaire du marché, et leur fera relire les pièces écrites avant la publicité du marché TO.

1-3. Décomposition en tranches et en lots

Le marché ne comporte pas de tranches.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-4. Forme des notifications

L'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sera utilisée pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

1-5. Obligation de confidentialité, devoir d'alerte et protection des données

1-5-1 Obligation de confidentialité :

Le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3-1 du CCAP.

1-5-2 Communication des difficultés :

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte auprès du maître d'ouvrage. Il signale immédiatement au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement échappant à sa responsabilité. Parallèlement, il indique la durée de prolongation demandée. Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai maximum de 15 jours.

Le délai éventuellement prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

1-5-3 Règlement général sur la protection des données :

D'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-2 du présent CCAP.

1-6. Changement affectant l'exécution du marché

La composition et l'organisation de l'équipe sont définies lors de la remise de l'offre. Dès qu'un membre de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir ses missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 15 jours maximum (par dérogation au CCAG PI article 3-4-3) à compter de la prise de connaissance du changement de la composition de l'équipe par le prestataire.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois maximum pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG/PI.

Les représentants du prestataire sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant chacun des co-contractants.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-7-1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7-2 Assurances :

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisants.

1-7-3 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés :

1-7-3-1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7-3-2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des

prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG PI.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant et dont l'exemplaire, conservé par la DRIHL, fait seule foi en cas de contestation :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), inclus ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique) ;
- La lettre d'engagement de confidentialité signée ;
- Le dossier "questions / réponses" établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché ;
- L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

3-1. Rémunération

3-1-1 Généralités

La ventilation de la rémunération par éléments de la mission et par co-traitant, le cas échéant, sera détaillé dans la Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

3-1-2 Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

3-2. Règlement du marché

Le marché est imputé sur les crédits d'Etat du Budget Opérationnel de Programme 0135-03-08 (BOP135 – ligne budgétaire LHI). Il sera réglé par virement, conformément aux règles de la

comptabilité publique.

3-2-1 Modalités de paiement des avances, acomptes et solde

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Les règlements s'effectueront sur facture et les factures sont transmises par voie dématérialisée : depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises françaises sont tenues d'envoyer leurs factures à destination de la sphère publique en format électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les informations prévues à l'article D2192-2 du CCP.

3-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission fait l'objet d'acomptes à la demande du titulaire, et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de mission DCE :

(1)	Exigibilité
50 %	À la remise des documents relatifs à la mission DCE
50 %	Après approbation de l'élément de mission DCE par le RPA.

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
50 %	Après l'analyse et sélection des prestataires des travaux.
50 %	Après la mise au point final du marché de travaux d'office (TO) et la notification du marché (TO) par le RPA.

3-2-3 Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

3-2-4 Modalités particulières de paiements

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

3-2-5 Avance

Une avance égale à 5 % du montant TTC du marché est versée au titulaire ou au groupement titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant total de la mission diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants

et donnant lieu à paiement direct. L'avance n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière. Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service valant début d'exécution des prestations. Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

3-2-6 Acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est transmise au représentant de la maîtrise d'ouvrage qui assure la mission de conduite du marché.

3-2-7 Demande de paiement du solde

A l'issue de la réalisation de la totalité des prestations prévues au présent marché la demande de paiement est envoyée au conducteur du marché en recommandé avec accusé réception.

3-3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes et définitifs.

Néanmoins en application de l'article R2112-11 du Code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations et que l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations. Les prix seront alors révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues.

Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre final.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Choix de l'index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index.

Modalité de révision des prix :

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 4. PÉNALITÉS RETENUES ET DELAIS D'EXECUTION

4-1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités s'appliquent sur simple constatation du pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure préalable. L'ensemble des pénalités recensées ci-dessous s'appliquent au montant HT à rémunérer au titulaire au titre du prochain paiement. Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard, non-conformité ou mauvaise exécution.

En cas de retard sur le délai global du marché ou sur les délais partiels prévus au CCTP, et rappelés au 4.2, et par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, il pourra être appliqué une pénalité journalière de 100 euros par jour de retard.

En cas d'absence non justifiée à une réunion, il sera appliqué une pénalité de 100 €.

En cas de non-déclaration d'un sous-traitant, le titulaire encourt une pénalité à hauteur de 5% du montant HT du bon de commande.

En cas de non-information du pouvoir adjudicateur dans le cadre d'un remplacement de personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire encourt une pénalité à hauteur de 5% du montant HT du bon de commande.

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.5.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-2. Délai d'exécution

4-2-1 Délais généraux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2-2 Délais particuliers

Phase	Tâches	Délai (en jours ouvrés)	Point de départ du délai
Phase élaboration du DCE	Préfiguration de l'allotissements	21 jours	Date de validation des scénarios de lot et de leur budget
	Rendu DCE	24 jours	Date de lancement de la publicité du marché TO
Phase de consultation et analyse des offres	Réponse aux questions	2 jours	Date de transmission de la question par le RPA
	Etablissement des critères de sélection des candidatures et des offres par lot	10 jours	Date de lancement de la publicité du marché TO
	Phase d'analyse des candidatures et des offres	15 jours	Date de la remise au prestataire des plis contenant les candidatures et les offres
	Phase finale de la mission : mise au point des dossiers marchés	5 jours	Date de validation du rapport d'analyse des offres par le RPA.

ARTICLE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5-1. Opération de vérification

Le titulaire est responsable de la bonne exécution et de la qualité technique des prestations. Toute inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation conduisant à une impossibilité pour la maîtrise d'ouvrage d'utiliser tout ou partie des prestations, déclenche la procédure de résiliation définie au chapitre 7 du CCAG-PI, après mise en demeure restée sans effet.

Le titulaire s'engage à fournir à la demande de la maîtrise d'ouvrage la démonstration du respect des exigences pour la prestation.

Le titulaire s'engage à effectuer son devoir de conseil et d'alerte vis-à-vis de la maîtrise d'ouvrage, de même, la maîtrise d'ouvrage s'engage à respecter son devoir d'information et de collaboration avec le titulaire.

Les prestations sont soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives qui sont destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prévu au CCAG PI pour vérifier, valider les livrables après leur remise, et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Les prestations sont réputées admises si la personne publique ne notifie pas sa décision dans le délai imparti.

Si les prestations répondent aux stipulations, la personne publique notifie une décision d'admission.

Si les prestations sont admises avec réserves, la personne publique prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour apporter les corrections nécessaires. Le pouvoir adjudicateur dispose de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Si la personne publique estime que les prestations ne satisfont pas complètement aux conditions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon les imperfections constatées.

Si les prestations ne répondent pas aux stipulations, la personne publique prononce le rejet des prestations. La décision est motivée et précise les modalités d'exécution des prestations.

Pour le cas où des demandes de correction ont été formulées, le titulaire remet une nouvelle version du document qui fait l'objet d'une vérification dans les mêmes conditions que pour la version initiale, jusqu'à ce que la personne publique prononce la réception. Le document est alors réputé être dans sa version définitive. En l'absence de demande de correction, les documents remis en version initiale sont considérés reçus en version définitive.

5-2. Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du titulaire, après la notification du marché TO.

5-3. Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG PI sont entièrement applicables au marché.

En cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire, le marché pourra être exécuté aux frais et risques de celui-ci. La résiliation peut être prononcée si les garanties complémentaires exigées au titre des capacités ou des assurances ne sont pas honorées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur le prix si les prestations fournies par le titulaire s'avèrent notoirement insuffisantes au regard des axes et objectifs fixés. Il en est de même si la réalisation effective de la prestation n'a pas donné lieu à satisfaction, et notamment si :

- Le titulaire s'avérerait incapable d'établir un DCE avec BPU et un DQE permettant de contractualiser avec des entreprises de travaux ;
- Après appel à la concurrence infructueux, le titulaire ne pouvait mener à bien les négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

ARTICLE 6. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG PI
- L'article 1.6 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.